



Président Colmar
Guy PETERSCHMITT
1, rue des oies
68000 COLMAR
Tel/Fax : 03 89 24 27 87
Courriel : g.peterschmitt@calixo.net



Colonisation : le bluff

publié le samedi 29 août 2009 – site AFPS

Hicham Mourad

Israël cherche à réduire les pressions internationales en faisant croire qu'il a fait une concession sur la question de la colonisation.

Colonisation.

C'est le mot d'ordre autour duquel se déroule la bataille politique aujourd'hui entre Israéliens, d'un côté, Palestiniens et communauté internationale, de l'autre. Sous pression des pays occidentaux, de l'Autorité palestinienne et des Etats arabes pour geler les travaux de colonisation, Israël cherche à desserrer l'étau en faisant croire qu'il a fait des concessions, après avoir annoncé la semaine dernière être disposé à freiner temporairement la colonisation en Cisjordanie en gelant les appels d'offres à la construction de logements jusqu'au début 2010, ce qui n'empêcherait toutefois pas la poursuite des projets privés.

C'est pour convaincre les Européens du sérieux de sa démarche que le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a entamé lundi (24 août) une tournée au Royaume-Uni et en Allemagne, où il doit rencontrer ce mercredi l'émissaire américain George Mitchell, avec lequel il tente, depuis des semaines, de trouver un compromis sur un moratoire pour la construction de logements dans les colonies israéliennes. L'envoyé spécial américain mène depuis plusieurs mois des pourparlers intensifs avec les dirigeants israéliens, alors que les deux pays, bien qu'alliés, sont en désaccord sur le dossier de la colonisation. L'Administration américaine exige un gel total de la colonisation pour favoriser une relance des négociations avec les Palestiniens. Les grands pays européens ont adopté la même position.

Or, selon l'organisation israélienne La Paix Maintenant, la colonisation israélienne ne ralentit pas en Cisjordanie : depuis le début de l'année, les travaux de construction ont commencé pour environ 600 nouveaux logements dans les localités juives implantées dans le territoire palestinien, selon un rapport publié dimanche par La Paix Maintenant. Et malgré les assurances données par Tel-Aviv la semaine dernière, selon lesquelles il a cessé de délivrer de nouveaux permis de construire pour les colonies de Cisjordanie, les permis déjà délivrés autorisent la construction de jusqu'à 40 000 nouveaux logements, rappelle l'organisation. D'autre part, un plan visant à créer un nouveau quartier de colonisation juive dans la partie orientale de Jérusalem annexée a récemment été soumis pour approbation à la municipalité de la Ville sainte, a indiqué dimanche le quotidien Haaretz. Ce projet, dont l'initiative revient à l'association Elad d'extrême droite, vouée à la judaïsation de Jérusalem, prévoit la construction de 104 logements ainsi que d'une synagogue, d'une piscine et d'un bain rituel juif au cœur du quartier de Ras Al-Amud,

où vivent quelque 14 000 Palestiniens. Ce complexe devrait voir le jour sur des terrains où se trouvait le quartier général de la police israélienne qui a été transféré dans le secteur E-1 situé en Cisjordanie entre le nord de Jérusalem et l'implantation de Maalé Adoumim. Le quartier planifié a été appelé Maalé David et devrait être relié à celui de Maalé Zeitim dans le même secteur, où vivent actuellement 51 familles juives. « Ce plan de construction massive dans un secteur à forte densité de population palestinienne est extrêmement dangereux pour l'équilibre urbain », a déclaré Yariv Oppenheimer, responsable du mouvement La Paix Maintenant.

C'est pour cette raison que l'Autorité palestinienne a rejeté l'annonce faite par Israël la semaine dernière, la qualifiant de manœuvre. Les Palestiniens ont fait valoir que la colonisation se poursuivait sur le terrain, via des organismes privés ou relevant de municipalités (mais largement subventionnés par l'Etat). « Israël doit cesser toutes les activités de colonisation sans exception. Il ne fait que lancer des ballons d'essai et nous sommes habitués à ce genre de tromperies », a déclaré le négociateur palestinien Saëb Erakat. « Ces déclarations sont insuffisantes. Nous voulons que les Israéliens s'engagent à arrêter la construction et à suspendre les appels d'offres déjà lancés », a renchéri Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbass.

Accusations

Dans ces conditions, une reprise des négociations de paix ne semble pas possible, Palestiniens et Israéliens s'accusant d'entraves aux pourparlers. Ainsi, un responsable israélien a dit que les Palestiniens avaient repoussé des appels du président du Conseil Benjamin Netanyahu pour une reprise des discussions gelées depuis huit mois, en posant des conditions préalables. Le négociateur palestinien Saëb Erakat a démenti ces propos en assurant que les Palestiniens ne fixaient pas de nouvelles conditions, mais qu'en revanche, les Israéliens se dérobaient à leur obligation de stopper le développement des colonies en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est. « Nous ne posons aucune condition. L'arrêt des activités de colonisation et la reprise des négociations sur les statuts définitifs sont des obligations israéliennes et non des conditions palestiniennes », a dit Erakat.

L'impasse dans laquelle se trouve le problème des colonies juives reflète le différend le plus grave affectant

les relations israélo-palestiniennes depuis dix ans. Jeudi, le président Obama a de nouveau cherché à débloquer la situation en demandant à l'Etat hébreu, aux Palestiniens et aux Etats arabes d'agir simultanément pour contribuer à relancer le processus de négociation. Il a lancé cet appel lors d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah de Jordanie. La proposition du chef de la Maison Blanche vise à surmonter le désaccord israélo-arabe sur le point de savoir qui doit prendre l'initiative des premiers gestes de conciliation pour remettre sur les rails le processus de paix qu'Obama s'est engagé à redynamiser.

Benyamin Netanyahu a pris ses fonctions au mois de mars en résistant aux pressions du principal allié d'Israël pour l'arrêt de la politique de colonisation et en évitant tout engagement en faveur d'une solution à deux Etats. Depuis, il a tenté de faire certains gestes envers Washington pour donner l'impression d'avoir changé sa politique. Netanyahu s'efforce de faire patienter Washington sans s'aliéner les « faucons » de son gouvernement de coalition. Il a interrompu ses vacances cette semaine pour convoquer un ministre de son parti, le Likoud, qui avait qualifié de « virus » les adversaires de gauche de la politique de colonisation juive. Le

ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef du parti ultra nationaliste Yisraël Beiteinu, a, quant à lui, affirmé cette semaine qu'Israël ne pourrait pas suspendre l'extension des colonies au-delà d'un certain temps.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a suspendu les pourparlers de paix avec Israël en décembre dernier, en raison de l'offensive de Tsahal dans la bande de Gaza. Il a déclaré à diverses reprises que les négociations ne pourraient reprendre tant que les constructions de logements ne cessaient pas. Barack Obama a engagé les pays arabes à faire des ouvertures en direction d'Israël, mais ils insistent pour que l'Etat juif fasse le premier pas. Les dirigeants arabes se réclament d'une initiative de paix présentée en 2002 par la Ligue arabe et proposant de reconnaître Israël en échange de son retrait des territoires occupés en 1967, de la création d'un Etat palestinien et d'une solution « juste » pour les réfugiés palestiniens.

publié par al-Ahram hebdo en français
<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahra..>

Desmond Tutu appelle au boycott d'Israël

29 août 2009

L'archevêque sud-africain Desmond Tutu, a dénoncé hier le fait qu'Israël fasse "payer aux Palestiniens le prix de l'Holocauste" et a rappelé que "Pas plus que l'Afrique du Sud, Israël n'obtiendrait la sécurité par les armes, mais seulement à condition de reconnaître et respecter tous les droits de l'homme ».

Dans une interview au quotidien Haaretz, le prix Nobel de la Paix répondait aux propos de Netanyahu qui, de passage à Berlin, a justifié une fois de plus la politique israélienne par l'holocauste.

Desmond Tutu en a profité pour approuver les récents propos de l'opposant israélien Neve Gordon, en faveur du boycott de son pays.

Il a rappelé la nécessité de sanctions contre Israël, et l'importance particulière du boycott sportif, ainsi que son efficacité pour combattre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. « Comme nous vivions dans un pays entiché de sport, cela a permis de toucher les gens ordinaires. Cela a été l'un des outils psychologiques les plus puissants ».

Il a également souligné la "nécessité de frapper le régime d'apartheid au portefeuille, comme cela a été le

cas en Afrique du Sud avec l'embargo sur les armes et le boycott économique."

Ce sont, a-t-il déclaré, ces sanctions qui ont "donné de l'espoir à notre peuple en lui montrant que le monde s'en souciait".

Lors de sa visite au village de Bil'in où se tiennent chaque semaine des manifestations contre le mur, il a fait le parallèle avec l'Afrique du sud "du temps où nous devions passer les check-points et où nous étions à la merci de l'arbitraire le plus total des policiers », tout en soulignant : « Toutefois, nous ne subissons pas de châtements collectifs, tels que les démolitions de maisons sous prétexte que l'un de ses habitants soit soupçonné de 'terrorisme' ».

L'archevêque Desmond Tutu a également accusé les organisations juives aux États-Unis, "d'intimider tous ceux qui critiquent l'occupation en les qualifiant d'antisémites". Il a rappelé comment ces lobbies avaient fait annuler ses interventions dans les universités américaines.

<http://www.haaretz.co.il/hasen/spages/1110762.html>